

Le dialogue de sourds continue à Terre de Provence

Le budget a été rejeté par une majorité d'élus, pour la troisième fois, sur fond de divergences autour du Pays d'Arles

La rupture est consommée. Et les positions semblent bel et bien irréconciliables. Hier, pour la troisième fois, les élus n'ont pas voté le budget de la communauté d'agglomération Terre de Provence. Le texte, pourtant, avait été accepté par tous lors du débat d'orientations budgétaires. Mais le problème se situe ailleurs : c'est bien l'avenir institutionnel du Pays d'Arles qui divise les élus du nord du département. Ici, une majorité d'entre eux a accepté d'intégrer la Métropole Aix-Marseille, dont le fonction-

"Ils ont fait fi des intérêts des habitants de ce territoire."

nement serait revu. D'autres militent pour un Pays d'Arles autonome, récupérant tout ou partie des compétences départementales quand celui-ci sera fusionné avec la Métropole.

C'est la position du président de l'agglo Jean-Marc Martin-Teissière, ce qui explique le coup de force de ses opposants qui ont tenté, à travers ce vote négatif, de le pousser vers la sortie. Peine perdue, le maire de



Le face-à-face entre les élus souhaitant voter le budget, comme Jean-Marc Martin-Teissière, Yves Picarda et Max Gilles, et ceux qui s'y sont opposés, comme les élus de Châteaurenard dont Marcel Martel et Bernard Reynès, a débouché sur un statu quo. / PHOTOS V. FARINE

Verquière campant sur ses positions, comme ses adversaires. Hier après-midi, le maire de Rognonas Yves Picarda, qui accueillait les élus communautaires dans sa mairie, a d'abord tenté de rappeler chacun à ses responsabilités. "Nous sommes dans un lieu qui a vu la création de la communauté de communes Rhône Alpilles Durance (ancêtre de Terre de Provence, NDLR), et qui voit aujourd'hui

Terre de Provence se déchirer et plonger dans un puits sans fond, a indiqué l'écu, un des rares "pro" métropole à avoir voté pour le budget. Cette belle réali- sation est en train de se détruire, la situation n'est pas acceptable. Il nous faut trouver des portes de sortie."

Malgré cet appel, le dialogue de sourds s'est poursuivi, avec 22 élus votant contre le budget, quand 16 se prononçaient favo-



ablement. En un quart d'heure chrono, la séance était levée, et le statut quo acté. Une situation désolante pour Jean-Marc Martin-Teissière. "À mon sens ils ont fait fi des intérêts des habitants de ce territoire, le politicien prend le dessus sur le politique au sens noble du terme. Tous ceux qui ont voté contre le budget, alors qu'il n'y a aucun argument d'ordre budgétaire, pour moi, ils se ridiculisent."

Mais le député Bernard Reynès, à la tête des frondeurs, est resté droit dans ses bottes. "Nous aurions dû trouver une position commune sur le Pays d'Arles mais ce débat n'a jamais été à l'ordre du jour, et le président minoritaire n'aurait plus dû s'exprimer au nom de Terre de Provence." Ce refus de voter le budget, sous la pression de Marseille avaient reproché certains élus, est donc bel et bien

"Nous ne ferons pas obstruction aux dossiers."

un moyen de mettre en difficulté Jean-Marc Martin-Teissière. Mais pas la communauté d'agglomération, assure le député. "Il ne s'agira pas de bloquer le fonctionnement de Terre de Provence, nous ne ferons pas obstruction aux dossiers. Mais nous sommes majoritaires, nous pourrions mettre des sujets à l'ordre du jour."

Il faudra, pour cela, que le budget soit enfin validé. Terre de Provence ne le représentant pas une quatrième fois, le document budgétaire va finir sur la table du préfet. Celui-ci le validera une fois qu'il sera passé sous les fourches caudines de la Chambre régionale des comptes. Soit, peut-être, d'ici à l'été. Ce qui va retarder d'autant la mise sur les rails de dossiers importants comme les chantiers de réhabilitation des zones artisanales ou la signature du contrat pour le transport des futurs élèves du nouveau lycée, déplore le président de Terre de Provence...

Christophe VIAL